

*Attribution de temps*

**M. Stevens:** Il pourra toujours le faire.

**M. Deans:** Ce n'est pas comme si le changement proposé allait en soi faciliter les choses. Ce que je dis, c'est qu'il y a d'autres affaires importantes. Il y a par exemple toute la question du million et demi de Canadiens qui demeurent en chômage en dépit des promesses du gouvernement actuel. Il y a aussi toute la question de l'orientation économique dans laquelle le Canada va s'engager par suite des vues du gouvernement sur l'économie, et puisqu'il existe de graves questions environnementales dont l'étude demeure en suspens, et puisqu'il existe maints autres problèmes qui, ensemble, ont convaincu les Canadiens de ne plus confier le pouvoir au parti libéral, pourquoi ne nous attaquons-nous pas à ces problèmes? Pourquoi devons-nous adopter une mesure législative qui risque de saper l'avenir économique du Canada? Pourquoi devons-nous adopter une mesure législative qui risque de permettre des mainmises étrangères au sujet desquelles nous avons jusqu'à présent de graves réserves? Pourquoi devons-nous adopter une mesure législative visant à permettre ces mainmises, alors que nous savons pertinemment, en nous appuyant sur notre expérience, que, dans l'ensemble, le Canada a toujours éprouvé énormément de difficulté à se donner une orientation économique quand la direction des entreprises se trouve ailleurs que chez nous?

Le ministre sait très bien, j'en suis sûr—et s'il acceptait un seul instant de se débarrasser de ses œillères idéologiques et de réfléchir aux événements passés, il le reconnaîtrait—que très souvent, les grandes entreprises ont empêché leurs filiales canadiennes de chercher à l'étranger des débouchés pour leurs produits. Il sait combien de fois les grandes entreprises ont racheté des entreprises canadiennes et en ont transmis le coût aux contribuables canadiens, quitte ensuite à cesser toute fabrication, à transformer les usines en entrepôts servant à la distribution de produits fabriqués ailleurs dans le monde, avec pour seul objectif d'éliminer leurs concurrents. Il est au courant d'acquisitions qui ne sauraient d'aucune façon avantager le Canada, quel que soit le critère d'examen utilisé. Puisque nous reconnaissons que toutes ces choses se sont produites dans le passé et que le Canada n'a été perçu jusqu'à présent par la majorité des financiers que comme un pays où les investissements rapportent gros, pourquoi devrions-nous leur faciliter les choses?

Je songe fréquemment à une conversation que j'ai eue à Washington. Un sénateur me disait qu'il ne comprenait pas pourquoi nous nous faisons tant de souci à propos des investissements étrangers. Je lui ai demandé quelle était la proportion des investissements étrangers aux États-Unis. Elle atteignait à ce moment-là peut-être 10 p. 100. Je suis généreux, car elle n'est plus guère que de 2 p. 100. C'était vraisemblablement 10 p. 100 de tous les investissements. Je lui ai demandé quelle serait sa réaction s'il apprenait que la proportion des investissements étrangers dans son pays atteignait 30 p. 100 de l'ensemble. Il m'a répondu: «Nous ne le permettrions jamais». Je lui ai demandé ensuite: «A supposer qu'elle atteigne 40 p. 100, quelle serait votre réaction?» «Jamais nous ne permettrions cela», m'a-t-il répondu. «Une pareille chose ne pourrait jamais se

produire aux États-Unis!» Autrement dit, ces gens-là voudraient nous imposer chez nous des conditions qu'ils trouveraient tout à fait inacceptables chez eux.

**M. Rodriguez:** Ils ont le Congrès.

**M. Deans:** Tous ces gens-là qui, à force de menaces et d'exigences, voudraient nous obliger à renoncer aux dernières mesures de protection que nous avons encore nous disent qu'ils ne toléreraient pas chez eux la situation avec laquelle nous sommes aux prises chez nous. Pourtant, le gouvernement est prêt, dans son aberration, à renoncer à toute protection de notre économie.

**M. Boudria:** Dites bien le gouvernement tory.

**M. Deans:** Voilà pourquoi nous nous battons et pourquoi le gouvernement a tort de faire ce qu'il fait.

**L'hon. Bob Kaplan (York-Centre):** Monsieur le Président, nous voici maintenant arrivés, dans le débat sur le projet de loi C-15 visant à abolir l'Agence d'examen de l'investissement étranger, au point où le gouvernement nous accorde deux heures pour le terminer.

**M. Blenkarn:** Vous avez déjà vécu cette situation.

• (1220)

**M. Kaplan:** En effet, et j'ai déjà eu l'occasion de discuter de ce projet de loi. Je ne veux pas utiliser entièrement les 10 minutes dont je dispose, car plusieurs de mes collègues ont d'autres choses à dire au sujet du projet de loi. Je tiens cependant à faire deux ou trois observations.

Avant le 4 septembre, on ne trouvait guère de députés conservateurs à la Chambre des communes pour croire que l'on soit justifié de recourir au règlement de clôture. Ils avaient tort. Ce recours est parfois justifié. Bien qu'ils ne l'aient jamais reconnu dans l'opposition, ils ont certes été prompts à reconnaître une fois arrivés au pouvoir que l'application de la clôture ou l'attribution de temps peut constituer pour le gouvernement un instrument très précieux lui permettant d'amener la Chambre à se prononcer sur des mesures législatives lorsqu'il devient vraiment nécessaire d'en disposer et d'expédier les affaires de l'État. J'interviens pour faire remarquer que ce n'est sûrement pas le cas en l'occurrence. Même si le Règlement permet de proposer maintenant une motion d'attribution de temps, j'estime qu'on a tort de limiter maintenant le débat et que le gouvernement a commis une erreur en proposant de le faire. Il est devenu encore plus important pour nous, de l'opposition, de faire comprendre aux Canadiens dans les deux heures mises à notre disposition qu'ils perdront quelque chose de très précieux lorsque disparaîtra l'Agence d'examen de l'investissement étranger.

Pour commencer, il y a encore beaucoup à dire sur la question de l'examen de l'investissement étranger. C'est une activité à laquelle notre pays s'est intéressé très tard. Nous avons commencé à nous en soucier longtemps après que l'investissement étranger soit devenu omniprésent au Canada. Bien qu'il ait été en grande partie avantageux pour le Canada d'accueillir ces investissements étrangers, que nous en ayons fait bon usage et qu'ils aient favorisé la croissance du pays, nous avons également eu à payer un prix plus fort que nécessaire.